

# AVANT-PROPOS

« Il faut proposer, exposer, argumenter, convaincre.  
Tel est le propre de toute littérature d'action.  
Mais il faut aussi (...) pour fins de renouvellement,  
examiner, réfléchir, approfondir et s'interroger. »

François-Albert Angers<sup>1</sup>

« Le pays du Québec n'est ni un rêve  
ni une chimère, c'est un combat. »

Robert Laplante<sup>2</sup>

**D**epuis 2017, *L'Action nationale* est une revue centenaire. C'est d'ailleurs la plus ancienne revue d'idées québécoise encore vivante, et une des plus anciennes de la francophonie mondiale. Cela n'arrive pas souvent que des périodiques intellectuels atteignent, dépassent l'âge de cent ans, encore moins quand ils ne sont pas portés par une institution. Pour y parvenir, il a fallu qu'à chaque époque, d'autres directeurs, d'autres comités de rédaction, d'autres collaborateurs, d'autres amis, d'autres lecteurs fassent leur *L'Action nationale*, qu'ils la façonnent selon leurs valeurs et lui insufflent une pertinence renouvelée. Du catholicisme social et du nationalisme traditionaliste qui l'ont longtemps inspirée, la revue, à partir de la fin des années 1960, évolue avec quelques heurts, mais somme toute assez naturellement vers la promotion de la solidarité économique et de la justice sociale, la défense de l'État québécois, l'articulation d'une vision intégrée du territoire et l'élaboration d'un projet national inclusif. Depuis une vingtaine d'années, elle a aussi porté grande attention aux enjeux énergétiques et aux

questions de cohésion sociale, qui sont au cœur de la redéfinition en cours de la question nationale.

Qu'est-ce qu'une revue intellectuelle? Pour *L'Action nationale*, cela signifie concevoir le travail de la pensée comme une véritable action, un engagement dans les luttes que mène le Québec pour exister, pour s'épanouir, pour s'émanciper. Cela veut dire aussi être une agora qui déborde l'université pour s'ouvrir largement sur l'espace public et politique. La revue rassemble des auteurs, des lecteurs, des décideurs que parfois tout différencie sauf l'ambition qu'ils partagent de nourrir les idées et d'informer le débat, et le sentiment de leur responsabilité dans la défense de l'intérêt général du Québec et de son avenir national.

Fondée en 1917, *L'Action française*, puis *canadienne-française*, puis *nationale* a fait à ce jour l'objet de quelques études approfondies. Je pense à celles d'Yvan Lamonde, ou à celles de Pascale Ryan, Xavier Gélinas, Ivan Carel, Jean-Charles Panneton et Jonathan Laveault<sup>3</sup>. Hormis Laveault, aucun de ces historiens n'a poussé ses recherches au-delà du premier demi-siècle de la Ligue et de sa revue. Leurs travaux se terminent au plus tard au moment des États généraux du Canada français, en 1967-1969. Dans la foulée de cet événement majeur auquel elle fut si étroitement associée, et après avoir consciencieusement examiné la question pendant quelques années, *L'Action nationale* prend parti : pour la nation québécoise, l'avenir ne sera favorable que s'il passe par la conquête d'un État souverain. Ce tournant marque le point de départ de ce livre.

Entre 1967 et 2017, *L'Action nationale*, c'est soixante-sept mille pages. Des éditoriaux, des analyses, des débats, des chroniques d'actualité, des propositions concrètes, et puis des articles sur les questions internationales, des extraits d'œuvres littéraires, des recensions d'essais, et enfin le tour du Québec des arts visuels : telle est la contribution de la revue et de ses centaines d'auteurs à la vie intellectuelle, telle, l'ampleur de leur combat pour dégager avec la nation québécoise les voies de son émancipation.

J'ai voulu, pour chacune des périodes qui scandent ce demi-siècle, comprendre la revue en rapport avec son environnement. Comment se situe-t-elle parmi les périodiques d'idées?

De *Relations*, *Cité libre* et *Québécoises deboutte!* jusqu'à *Nouveau Projet* et *Nouveaux Cahiers du socialisme*, le rappel, même rapide, des positions d'une cinquantaine de titres qui passent ou restent en cinq décennies, de leurs champs d'intérêt et de leurs défis permet de mieux faire entendre la voix propre de *L'Action nationale*. Puis, comme la revue est en dialogue permanent et soutenu avec son temps, il a fallu bien sûr restituer aussi les éléments de contexte politique, social, économique et intellectuel qui ont provoqué ses directeurs et ses auteurs ; car c'est une bonne partie de l'histoire du Québec du dernier demi-siècle que *L'Action nationale* permet de parcourir.

La revue a été scrutée dans ses conditions matérielles d'existence, qui, disons-le, n'ont jamais été faciles. En contrepartie d'archives trop rares, elle fournit elle-même, au prix d'un dépouillement serré, les informations grâce auxquelles on peut retracer la provenance de ses ressources, connaître son budget, estimer le nombre de ses abonnés, dresser la liste de ses partenaires, souligner ses activités d'éditeur et jauger la fidélité de ses amis. Son parti pris indépendantiste lui aliène peu à peu le plus grand nombre de ses annonceurs. Pour assurer à la fois sa pérennité et sa liberté éditoriale, la Fondation Esdras-Minville est mise sur pied par la Ligue d'action nationale en 1969. Indispensable, l'appoint qu'en retire la revue ne la délivre néanmoins jamais des préoccupations d'argent. *L'Action nationale* est puissante quand l'idée d'indépendance est vigoureuse, plus faible quand la nation est abattue. Le défi s'accroît depuis que les habitudes de lecture changent et que décline la pratique de l'abonnement aux périodiques en même temps que se manifeste un certain désintérêt collectif pour la chose publique et que les adversaires de l'indépendance tentent d'imposer l'idée qu'il s'agit d'un projet suranné. Et pourtant *L'Action nationale* paraît mois après mois, une année après l'autre.

Des enquêtes ciblées dans une multitude de sources complémentaires à portée de quelques clics ont révélé qui sont ses collaborateurs et leurs milieux. S'en dégage un portrait des réseaux dans lesquels la revue est insérée au fil du temps. Tous ensemble, à travers convergences et divergences, les auteurs participent au

projet de la revue, ils le réalisent. C'est pourquoi j'ai préféré tout lire plutôt qu'un échantillon.

Les lecteurs trouveront ici, du moins je l'espère, la quintessence de *L'Action nationale* et matière à poursuivre, avec nombre des grands esprits que le Québec a produits depuis cinquante ans, leur propre réflexion non pas sur tous les sujets essentiels de la vie collective, bien sûr, mais sur plusieurs d'entre eux. Au total, pour expliquer l'exceptionnelle longévité de *L'Action nationale*, je propose tout simplement qu'elle est à chaque époque dans le même état d'esprit qu'une bonne partie du Québec français. C'est ce qu'expriment les titres des chapitres.

À *L'Action nationale*, on s'en doute, la métamorphose de la nation canadienne-française en nation québécoise n'a pas seulement été analysée, elle a été vécue dans la chair; par certains comme une perte douloureuse et angoissante, par d'autres – et finalement même par la plupart des premiers – comme un nouveau départ prometteur. Tous les résidents du Québec sont conviés à construire ensemble la nation. Une nation de langue française à laquelle s'intègrent les nouveaux venus, qui reconnaît l'existence d'une minorité nationale d'origine canadienne-anglaise dont elle garantit les droits, et qui veut tisser de nouvelles relations de nation à nation avec les peuples autochtones. Un tel projet est imaginé, promu, défendu sans relâche depuis la fin des années 1960. La revue n'a eu de cesse de vouloir persuader la nation québécoise, contestée trop souvent jusque dans son existence, de sa légitimité d'être, et d'être à sa façon.

La revue conduit aussi, depuis bien plus de cinquante ans d'ailleurs, une réflexion approfondie sur la démocratie. Démocratie participative telle qu'elle se pratique dans les corps intermédiaires qu'elle promeut tant dans les années 1960; démocratie délibérative, qui se déploie avec une ampleur inégalée à toutes les étapes de préparation et lors des assemblées des États généraux du Canada français; démocratie industrielle: dans les années 1970, la revue diffuse encore les principes de la cogestion et de l'autogestion en entreprise; démocratie directe, dont elle veut évidemment lors des deux référendums sur l'avenir du Québec que lui soient appliquées des règles strictes afin

de prévenir tout biais dans l'expression citoyenne ; démocratie représentative, qu'une réforme du mode de scrutin, selon divers modèles proposés et expliqués depuis le début des années 2000 en ses pages, est vue comme un moyen de mieux atteindre.

Relancée en 1933 durant la plus grave crise économique du xx<sup>e</sup> siècle, *L'Action nationale* s'est toujours méfiée du capitalisme libéral. Pendant longtemps, le coopératisme lui est apparu comme une troisième voie entre capitalisme et communisme, un système qui met l'économie au service de la société et des humains plutôt que l'inverse. Il y a dans la revue une longue promotion du coopératisme, et même encore à la fin des années 1960 un véritable enseignement de la coopération.

Dans le contexte québécois, le coopératisme est en outre vu longtemps comme un moyen pour les Canadiens français d'accéder à une plus grande part de la propriété de l'économie québécoise et de la prospérité collective. François-Albert Angers, en particulier, préférerait l'option coopérative aux entreprises publiques, toujours susceptibles d'être vendues un jour à des intérêts privés y compris étrangers. Les gouvernements de la Révolution tranquille et des années suivantes ont cependant choisi d'augmenter l'aisance des Québécois en ayant recours justement à la mise sur pied de nombreuses entreprises publiques et en soutenant la création d'une bourgeoisie d'affaires nationale. Quoique plus chères et plus fragiles, ces solutions étaient en effet plus faciles à mettre en œuvre et leurs résultats, plus rapides. Dans les années 1980 et 1990, sous Rosaire Morin notamment, la critique du capitalisme et du néolibéralisme a donc pris d'autres accents : diffusion des réussites de l'économie sociale et solidaire, regret devant l'érosion du coopératisme, plaidoyer vibrant et documenté pour que l'épargne collective soit davantage canalisée vers l'économie québécoise et pour que la bourgeoisie nationale fasse preuve d'autant de loyauté envers le Québec que le Québec envers elle. Depuis le début des années 2000, la dénationalisation de l'économie et de la bourgeoisie québécoises sont suivies de près, en réponse à une question rarement posée dans les autres périodiques : les conditions d'une nouvelle dépossession collective sont-elles en train d'être réunies ?

Dans les années 1960, la revue a approuvé évidemment les objectifs de l'État providence québécois en expansion. Tout en comprenant l'impatience de la population de bénéficier enfin d'un filet social élaboré, elle a mis en garde les gouvernements de la Révolution tranquille contre le moyen qu'ils avaient choisi pour combler au plus tôt le retard pris dans les années 1950 : accepter l'argent des programmes fédéraux. Car ce qui est venu avec, c'est l'intrusion d'Ottawa dans des domaines de juridiction provinciale aussi clairs que la santé, les services sociaux, l'assistance sociale, l'habitation et tant d'autres reliés directement au soutien des personnes. Angers encore, surtout lui, aurait préféré que les Lesage, Johnson, Bertrand et Bourassa mènent à chaque occasion la bataille pour le droit du Québec de se retirer de ces programmes fédéraux avec pleine compensation financière et qu'ils protègent sans faillir les pouvoirs fiscaux de l'État provincial. Au lieu de cela, déplorait-il, ces premiers ministres ont légitimé les empiétements d'Ottawa et ils ont rendu l'État québécois vulnérable aux décisions fédérales unilatérales.

La valeur d'une telle analyse est apparue surtout après 1995. À la suite de la diminution des transferts fédéraux, l'État québécois n'a plus été en mesure de remplir pleinement ses responsabilités constitutionnelles. Obsédé par le déficit zéro, le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard a restreint les services publics et la protection contre les risques. *L'Action nationale* n'a pas eu de mots assez forts pour dénoncer le scandale de l'appauvrissement des plus pauvres ; ni pour s'inquiéter de la fracture qui s'est alors élargie entre une partie du mouvement communautaire et syndical et la formation politique censée porter le projet d'indépendance. Puis dans les années 2000 et 2010, quand les gouvernements libéraux de Jean Charest et de Philippe Couillard ont démantelé les programmes sociaux pour des motifs non seulement budgétaires, mais aussi proprement politiques, la revue a réfléchi aux effets de ces compressions sur le relâchement de la cohésion sociale et sur le déclin du sentiment d'appartenance des citoyens envers l'État québécois.

*L'Action nationale* n'est pas une revue culturelle et ne s'est jamais prise pour telle. Rares cependant sont les périodes après 1967 au cours desquelles l'histoire ou le patrimoine, la litté-

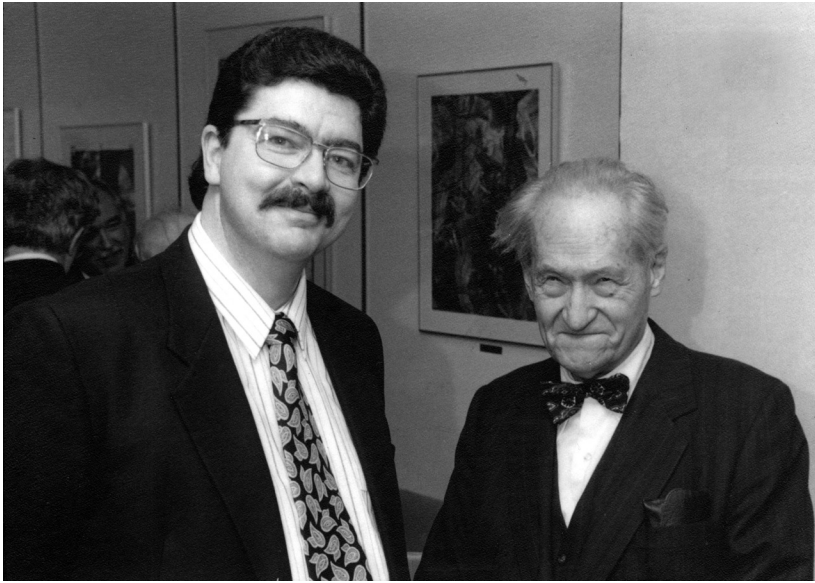
rature ou les arts et surtout les recensions d'essais n'y ont pas occupé une place. La revue s'est de longue date reconnu la mission d'aider les Québécois à ne pas se perdre eux-mêmes de vue, et celle de diffuser la variété de leurs manières d'être et de se représenter le monde. Elle s'en est donné de nouveaux moyens par la création des *Cahiers de lecture* en 2007 et, depuis 2000, en transformant ses pages couverture en galerie d'art.

Depuis la création du Parti québécois, la revue entretient une relation tendue avec cette formation politique. Tous ses directeurs n'en ont pas été éloignés au même degré, mais tous en ont été critiques. Leur reproche essentiel : la tiédeur de ce parti devant sa responsabilité historique de conduire la nation québécoise à son indépendance politique. La lecture de *L'Action nationale* ne manque pas d'ailleurs de laisser songeur sur les limites des stratégies déployées après 1995 par les forces indépendantistes.

Il convient d'ailleurs de dire que *L'Action nationale* a ouvert ses pages à tous les courants indépendantistes qui ont voulu s'y exprimer. Sur ce point, un des apports de ce livre, je crois, est de laisser les indépendantistes présenter eux-mêmes les raisons de leur option, leur rêve pour le Québec, leur combat pour faire advenir un nouveau pays. D'une époque à l'autre, les raisons historiques sont reformulées, actualisées, tandis que d'autres s'ajoutent. Ainsi, depuis 1995, *L'Action nationale* constate qu'entre multiculturalisme et nation postnationale, entre pétrole des sables bitumineux et gaz de schiste, le Canada prend un visage dans lequel les Québécois ne se reconnaissent pas. L'intégrité du territoire du Québec, la possibilité du projet québécois de vivre ensemble, la pérennité de la culture québécoise, la langue française comme langue commune, bref l'existence du Québec comme nation, tout réclame qu'advienne le pays Québec. C'est une telle analyse que *L'Action nationale* développe et diffuse dans les années récentes.

Denis Monière, président jusqu'en 2019 de la Ligue d'action nationale, et Robert Laplante, directeur de *L'Action nationale*, ont souhaité que soit écrite l'histoire de ce périodique et m'ont demandé de l'écrire. Cela doit bien faire vingt-cinq ans que je fais partie du cercle de la revue, d'un peu loin pendant longtemps,

récemment de plus près. Il me semble honnête d'en informer les lecteurs d'entrée de jeu. Xavier Gélinas a accepté d'échanger avec moi sur le projet du livre. Yvan Lamonde a commenté plusieurs chapitres et m'a bien encouragée. L'ouvrage a été accueilli par Del Busso Éditeur avec professionnalisme et chaleur. En l'écrivant, j'ai naturellement beaucoup pensé à ma mère, Andrée Ferretti, qui milite pour l'indépendance du Québec depuis encore plus longtemps que *L'Action nationale*. L'Université du Québec à Trois-Rivières, le Centre interuniversitaire d'études québécoises et la Ligue d'action nationale ont acquitté une partie des frais de publication. Merci à tous.



Robert Laplante et François-Albert Angers, directeurs de la revue en 2017 et en 1967.  
Photo prise vers 2000.